



# CAUSES & ENJEUX DU CHANGEMENT CLIMATIQUE

*Ce document contient la transcription textuelle d'une vidéo du MOOC « Causes et enjeux du changement climatique ». Ce n'est donc pas un cours écrit au sens propre du terme ; le choix des mots, l'articulation des idées et l'absence de chapitrage sont propres aux interventions orales des auteurs.*

## *Changement climatique et développement*

**Gaël GIRAUD**

*Chef économiste – AFD*

Alors aujourd'hui je vais vous parler des liens qui unissent la question du changement climatique et la question du développement.

- Pendant des années, en gros jusqu'à il y a une vingtaine d'années, on a eu l'habitude de considérer que ces deux thèmes étaient complètement disjoints, séparés et n'avaient pas grand-chose à voir l'un avec l'autre. Mais heureusement, depuis 20 ans, entre autre grâce aux efforts de l'Agence Française de Développement, on a compris que ces deux sujets étaient intrinsèquement liés.
- Pourquoi ? Parce que les principales victimes du changement et du dérèglement climatique vont être les pays du Sud et que leur trajectoire de développement ne pourra pas se faire sans une prise en compte explicite, consciente, audacieuse de la manière dont ces pays vont réussir ou non à s'adapter au changement climatique et vont réussir ou non à réduire leurs propres émissions de gaz à effet de serre.
- Donc là ici, sur la première diapositive, vous voyez une image d'agroforesterie à Quito, en Équateur, c'est un exemple parmi beaucoup d'autres de projet de développement agricole qui soit soutenable écologiquement et qui essaie d'adresser à la fois la question du développement économique, social et du dérèglement climatique.

- Alors, sur cette deuxième diapositive, vous voyez, qui vient du *World Development Report* de 2010, vous voyez les principaux pays vulnérables aux événements climatiques extrêmes dont on sait que la fréquence va augmenter à cause du réchauffement climatique.
- ⇒ Et la première remarque qu'il faut faire, c'est que la grande majorité de ces pays sont des pays du Sud, les pays littoraux. Ce qui veut dire qu'il y a une très grande injustice dans la manière dont vont se répartir les impacts du dérèglement climatique : les principales victimes seront au sud.
- ⇒ Et ça pose pour elles, pour ces pays, un problème majeur qui est celui de l'adaptation : la plupart des pays du Sud considèrent que la question de l'adaptation de leurs économies, de leurs villes en particulier aux risques climatiques est la priorité bien davantage que celle de la réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- Pourquoi est-ce que ce sujet est vital pour ces pays ? Mais parce qu'en fait on sait grâce au dernier rapport du GIEC que nous sommes engagés au niveau planétaire sur une trajectoire d'émissions de gaz à effet de serre qui est absolument catastrophique puisque si nous continuons ce que l'on appelle le *business as usual*, c'est-à-dire la trajectoire que nous avons déjà entamée, et bien très vraisemblablement, nous devrions atteindre une augmentation de la température moyenne à la surface du globe supérieure à + 2°C à la fin du siècle.
- Alors de quoi s'agit-il ? En fait il s'agit de comparer la température moyenne à la surface de cette planète aujourd'hui avec celle qui prévalait au début de la révolution industrielle, c'est-à-dire au début de cette extraordinaire transformation au terme de laquelle nous avons substitué à nos sociétés essentiellement agricoles des sociétés industrielles essentiellement basées sur la consommation d'énergie fossile et donc sur le carbone et donc du coup des sociétés extraordinairement émettrices de gaz à effet de serre.
- Du coup, au moment de la révolution industrielle, la température moyenne à la surface de la planète c'est +15°C et ce que nous disent les climatologues, en particulier le GIEC, c'est que si nous augmentons cette température au-delà de 17 et bien nous nous exposons à de graves difficultés, en particulier les pays du Sud.
- ⇒ Si on en croit le GIEC, la trajectoire du *business as usual* nous conduira très vraisemblablement à +3, +4, voire +5°C à la fin du siècle.
- Ce que nous disent les climatologues, c'est qu'au-delà de +5°C, la vie humaine sur cette planète va devenir extrêmement précaire et qu'en plus, déjà à +3, nous allons nous exposer à toute une série de difficultés majeures puisque très vraisemblablement, avec +3°C, la fertilité des sols va s'effondrer, le rendement agricole des terres que nous utilisons, que nous exploitons aujourd'hui pour produire de la nourriture va s'effondrer, ce qui va rendre extrêmement compliqué la résolution de l'équation qui est en face de

nous, qui est de nourrir 9 milliards, - 9,5 milliards d'habitants sur cette planète à l'horizon 2050.

- Sur cette deuxième diapositive, ce que vous voyez apparaître c'est la manière dont les principaux pays du Nord sont les principaux responsables des émissions de gaz à effet de serre, en particulier de dioxyde de carbone.
- ⇒ Donc jusqu'à une date récente, en termes de flux annuels, le principal polluant de la planète c'était les États-Unis qui a été doublé par la Chine tout à fait récemment, et aujourd'hui la Chine est le principal pollueur suivi par les États-Unis, l'Europe des 28, l'Inde.
- ⇒ Maintenant si on regarde en stock, ce que vous ne voyez pas sur cette diapositive, les États-Unis sont également doublés par la Chine mais c'est tout à fait récent et ont été pendant très longtemps le principal pollueur en termes de stocks, c'est-à-dire de quantité de gaz à effet de serre accumulée dans l'atmosphère.
- Alors ce que ceci nous montre, c'est qu'il y a un hiatus terrible entre l'origine du problème, la pollution et les victimes.
- ⇒ L'origine se trouve principalement au nord, à l'exception de la Chine, et les victimes se trouvent principalement au Sud.
- Ce qui induit un problème majeur dans les négociations internationales pour essayer de trouver des accords sur les climats puisque les pays du Sud font à juste titre le reproche aux pays du Nord d'être les principaux responsables du problème et d'être en plus les pays riches, qui sont capables de mettre de l'argent sur la table pour financer les efforts d'adaptation et d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre alors que les principales victimes sont au Sud.
- Heureusement, il existe un certain nombre d'institutions qui essaient de faire face à ces problèmes et de faciliter le financement des investissements, des infrastructures qui vont permettre aux pays du Sud de faire face aux dangers qui les menacent aujourd'hui.
- ⇒ Parmi ces institutions, l'Agence Française de Développement, depuis plus d'une dizaine d'années maintenant tente de financer des projets qui visent à la fois à l'atténuation et à la diminution des émissions de gaz à effet de serre et à l'adaptation des pays du Sud aux événements climatiques extrêmes.
- ⇒ Sur les 10 dernières années, le volume des financements de l'AFD dépasse les 15 milliards d'euros, ce qui est tout à fait significatif et aujourd'hui, la moitié des projets financés par l'AFD sont des projets à impact positif sur le climat.

- Ce que vous voyez sur la diapositive actuelle, c'est la manière dont se répartissent les différents secteurs visés par les projets financés par l'AFD en termes de réduction des émissions de gaz à effet de serre.
- L'AFD, heureusement, n'est pas toute seule dans ces efforts-là, elle fait partie d'un grand club, ADFC, qui contient 22 banques de développement, dont le bilan total c'est un peu plus de 2000 milliards d'euros alors 2000 milliards d'euros c'est l'équivalent du PIB français, c'est l'équivalent du bilan de BNP Paribas et donc ces 22 banques tentent depuis plusieurs années d'aider les pays du Sud à financer leurs efforts.
- ⇒ Vous imaginez bien que vu l'ampleur du sujet ça ne suffit pas et donc, du coup, les Nations Unies ont lancé l'année dernière la création d'un grand fonds vert, *green fund*, qui est chargé d'aider lui aussi à financer des projets d'investissement, d'infrastructures, à la fois en adaptation et en atténuation dans les pays du Sud.
- La question qui nous est posée aujourd'hui c'est comment financer le Fonds Vert lui-même ? C'est-à-dire comment faire en sorte qu'il ait suffisamment de fonds propres, de capital propre pour pouvoir emprunter sur les marchés et prêter à bas taux aux pays du Sud ?
- ⇒ Donc là il y a un enjeu qui va se révéler tout à fait décisif pour les négociations climat qui vont avoir lieu à Paris en décembre de cette année.
- ⇒ Si nous ne réussissons pas à trouver des solutions de financement innovantes, intelligentes, qui permettent de convaincre les pays du Sud de la volonté des pays du Nord d'aider la totalité de la planète à s'engager dans ce grand projet qu'est devenu la transition écologique, il est assez vraisemblable que les pays du Sud bloquent les efforts de négociations.
- C'est la raison pour laquelle le Président de la République, François Hollande, a lancé en janvier dernier une commission présidentielle ad hoc, présidée par l'ancien ministre Pascal CANFIN et par l'économiste - ingénieur Alain GRANDJEAN pour étudier les solutions de financement innovantes des efforts de transition vers les pays du Sud que l'on peut mettre sur la table en vue de préparer les négociations de la COP 21.
- Cette commission va rendre publiques ses conclusions à la mi-juin et les résultats vont être tout à fait positifs, c'est-à-dire qu'elle va montrer qu'il existe toute une panoplie d'outils de financement innovants, intéressants, tout à fait crédibles, convaincants qui vont de la taxe sur les transactions financières à l'usage des DTS (des Droit de Tirage Spéciaux du FMI), en passant par toute une série d'autres initiatives qui vont permettre, on peut l'espérer, de faire démarrer les négociations de la COP 21 sur un pied tout à fait favorable à la création d'un accord.